

Le monde d'après

Vous nous avez dit

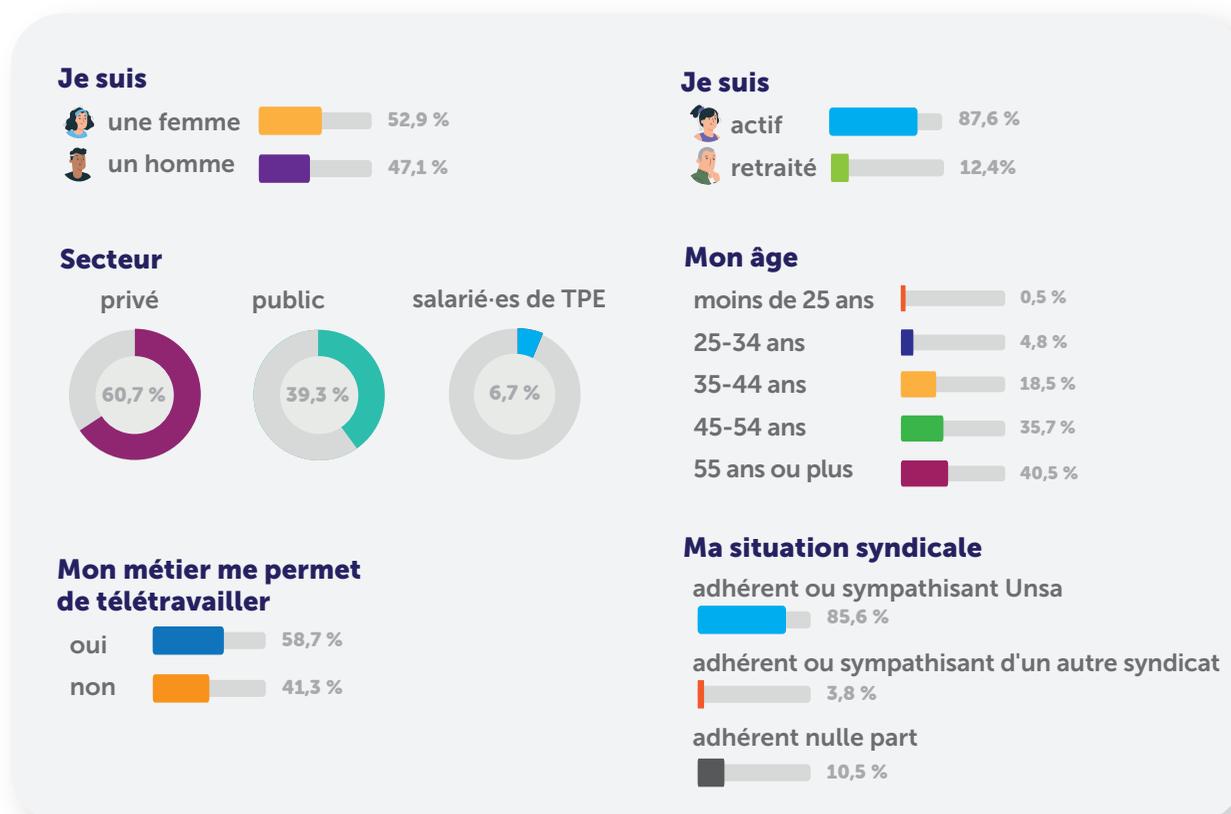


Économique, sociale, humaine... cette crise sanitaire sans précédent liée à la Covid-19 est multiple, profonde et malheureusement durable.

Des réponses parfois tâtonnantes, parfois erronées ne doivent pas perdurer. Échanger, débattre, mobiliser les intelligences multiples pour trouver des réponses et apporter des solutions, c'est ce que prône l'UNSA à travers ses propositions pour penser ou repenser le monde d'après.

Soucieuse d'affiner cette plateforme revendicative, l'UNSA a lancé du 18 mai au 31 juillet un questionnaire autour de 8 thématiques-clés. Plus de 5600 personnes y ont livré leur avis et de nombreux sondé-es ont ajouté des contributions libres. De quoi enrichir la réflexion et la capacité d'action collectives !

Le profil des répondants



Des fondamentaux partagés

On observe un très large consensus sur 2 sujets qui ont particulièrement irrigué la période du confinement :

- La priorité à la sécurité sanitaire
- La nécessité de reconnaître les travailleurs et agents publics de 1^{ère} et 2^{ème} lignes

On peut constater cette adhésion à l'échelle du pays d'ailleurs.

Si ce ne sont pas des problématiques nouvelles pour l'UNSA, le fait qu'elles soient conscientisées et partagées par nos concitoyens est un plus indéniable.

L'argent reste le nerf de la guerre mais la nécessité d'investir sur ces 2 champs est manifeste chez nos sondé-es. Restera à observer de plus près comment affiner les choses en matière de rémunération de ces travailleurs de 1^{ère} et 2^{ème} lignes. Actée pour les personnels hospitaliers, elle reste attendue pour les autres travailleurs et devra passer par une réduction des inégalités.

Voici les aspirations principales de nos sondé-es pour sortir de la crise.

Un État stratégique dans une Europe stratégique

Pour affronter ce type de crise, des nationalisations et des relocalisations d'industries stratégiques sont nécessaires.

 D'accord ou plutôt d'accord  95,4 %

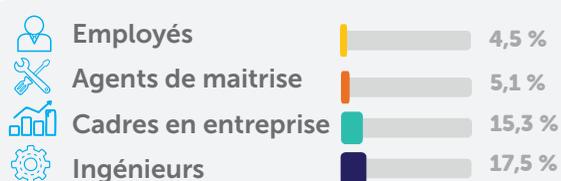
Il est urgent de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux adopté en 2017.

 D'accord ou plutôt d'accord  93,4 %

Pour financer l'État stratégique, dans le cadre d'une réforme fiscale, les revenus les plus élevés et les plus gros patrimoines doivent contribuer davantage.

 D'accord ou plutôt d'accord  92,4 %

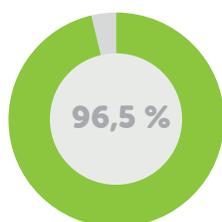
 Pas d'accord ou plutôt pas d'accord



Un plan de relance, d'investissement et de formation français et européen

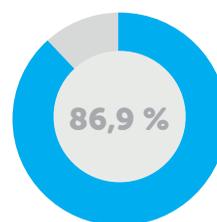
Les aides apportées aux entreprises doivent être conditionnées à des contreparties sociales et écologiques.

 D'accord ou plutôt d'accord



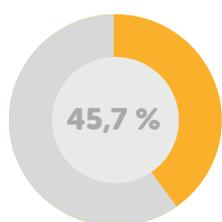
Les entreprises ne doivent pas verser de dividendes aux actionnaires en 2020 et 2021.

 D'accord ou plutôt d'accord

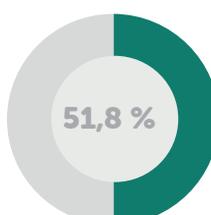


Pour relancer l'économie, certains préconisent de travailler plus.

 Non, la question ne se pose même pas



 Oui ou pourquoi pas, si c'est ponctuel, par secteur et dans le cadre d'un accord négocié



Salarié-es du privé  58,5 %
Salarié-es du public  51,8 %

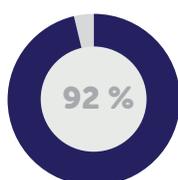
Transition écologique, technologique et sociale

Pour accompagner la relance économique, la question sociale ainsi que la transition écologique et technologique doivent-elles être centrales ?

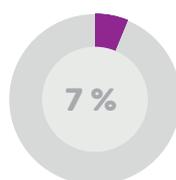
 D'accord ou plutôt d'accord  94,8 %

Après cette crise, la façon de produire, de consommer et de répartir les richesses produites doit :

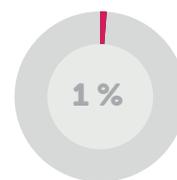
Être modifiée en profondeur



Être modifiée à la marge

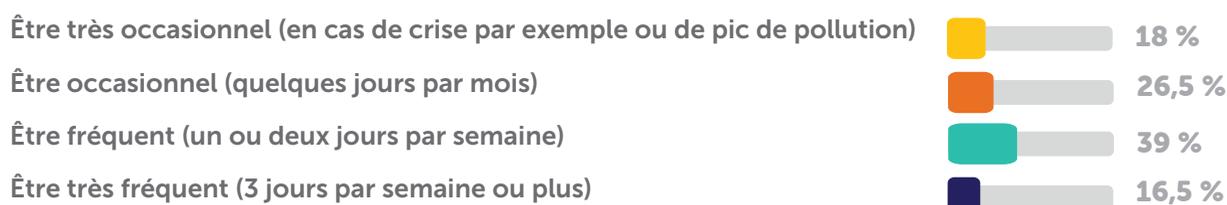


Ne pas être modifiée



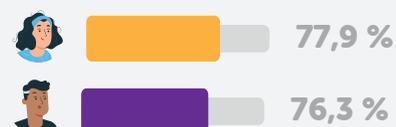
De nouveaux rapports au travail

Pour vous ou vos proches vous diriez qu'à l'avenir, le travail à distance ou télétravail (dans le cadre d'accords négociés) doit :



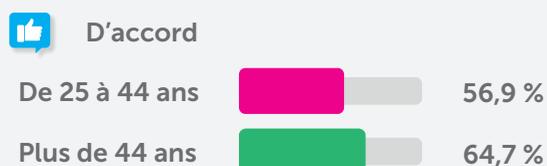
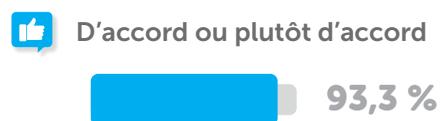
Mieux concilier la vie professionnelle et la vie personnelle des salarié.es doit devenir un sujet de préoccupation de tous les employeurs, du privé comme du public.

 D'accord ou plutôt d'accord  97,5 %

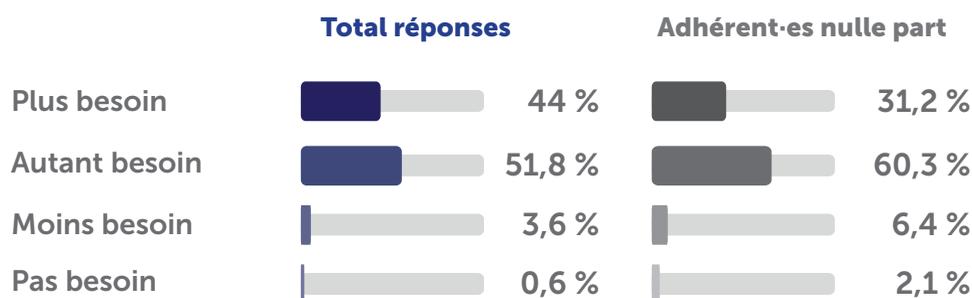


Redonner une place aux partenaires sociaux et au dialogue social sincère

Les syndicats ont aussi un rôle à jouer comme contre-pouvoirs démocratiques.



Concernant les syndicats, dans une société qui s'automatise et télétravaille davantage, diriez-vous qu'on en aura :



Un virus et c'est le monde entier qui vacille

La période que nous traversons montre le besoin d'anticipation des crises. La puissance publique doit disposer de stocks stratégiques, des outils de l'indépendance et de plans de continuité qui permettent d'agir et de faire face à une crise majeure. Elle doit reconnaître les travailleurs et agents publics fortement sollicités qui ont fait tourner la France pendant la phase aiguë de la pandémie et continuent à le faire.

Les aides apportées aux entreprises pour les soutenir, le dispositif de chômage partiel et les aides aux plus précaires sont indispensables. Il faut opérer les reconversions, les relocalisations, la réindustrialisation, le développement des entreprises de taille intermédiaire dont les besoins ont été révélés et qu'exige la transition écologique et technologique. En parallèle, l'Éducation, la Recherche et la formation professionnelle doivent être parties intégrantes de ce plan.

Depuis le début de la crise, les partenaires sociaux ont fait la démonstration de leur esprit de responsabilités. Ils doivent être reconnus et mobilisés dans la phase de reprise et ce, à tous les niveaux.

Chacun a sa part à prendre ; même les chantages les plus cyniques du néolibéralisme doivent prendre conscience que le monde tel qu'il était a atteint l'obsolescence que leur modèle a lui-même programmé. L'UNSA s'y engage pleinement.